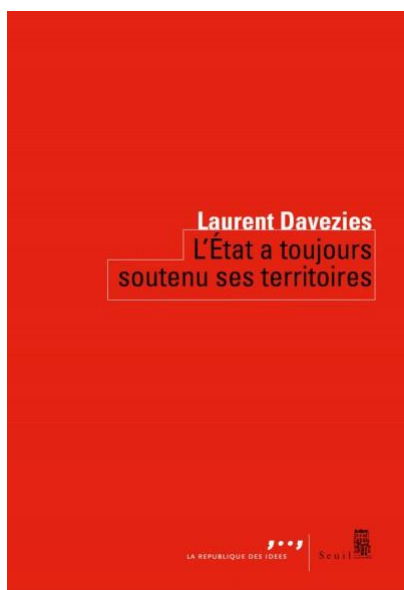




L'État a toujours soutenu ses territoires

Laurent Davezies

Editeur : Le Seuil

Collection . la République des idées

Date de publication : 4 mars 2021

RÉSUMÉ

Les grands thèmes de protestation, largement relayés par les médias, tournent aujourd'hui autour de l'« explosion » des inégalités et de la « sécession » des grandes métropoles. Il est donc crucial de procéder à un état des lieux au regard de toutes ces revendications. « Abandon des territoires », vraiment ? De quelle « fracture territoriale » parle-t-on ? Car les métropoles, Paris, Lyon, Nantes ou Toulouse, sont de véritables poules aux œufs d'or pour les autres régions. En outre, les territoires dits « périphériques » bénéficient de mécanismes qui viennent compenser les pertes agricoles et industrielles qu'ils ont subies. D'où ce paradoxe : en dépit de la concentration croissante des richesses, les inégalités de revenu entre les territoires se réduisent depuis des décennies.

Revue de presse

Article publié dans l'Express le 7 mars 2021

Rien que le titre du livre a de quoi faire tomber de sa chaise. Alors quoi ? La France n'a pas été secouée, pendant six mois, par des gilets jaunes dénonçant leur appauvrissement et l'abandon des territoires ? L'actualité n'est pas pleine, chaque jour, de fermetures d'usines, de casernes, d'hôpitaux dans de petites villes, au milieu d'un archipel de grandes métropoles toujours plus riches, portées par les nouvelles technologies et la mondialisation ?

Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire "Economie et développement des territoires", ébranle une à une toutes ces certitudes à coups de démonstrations agiles, documentées et presque rassurantes...

Inégalités productives, mais pas sociales

Oui, il y a bien concentration de l'emploi privé et des activités dans les grandes métropoles. De 2006 à 2016, l'Ile-de-France, par exemple, a assuré 38% des créations d'emploi du pays, contre 6% dans les années 1970. Et si à l'époque l'activité économique se développait dans les régions les plus pauvres, alors les plus attractives (Languedoc-Roussillon, Bretagne...), elle prospère aujourd'hui dans les zones déjà les plus riches.

Les inégalités sociales entre territoires se sont-elles pour autant accrues dans le sillage des inégalités productives ? Au contraire, elles ne cessent de diminuer depuis les années 1980, et même les années 1960 si on prend en compte tous les revenus après redistribution, même non imposés. Et cela vaut entre les 22 régions, les 96 départements hexagonaux et les 348 zones d'emploi. Le constat est donc clair : loin d'avoir lâché le reste du pays, les grandes métropoles redistribuent au contraire à tous les fruits de leur prospérité.

Le poids de l'emploi public

Les services publics auraient déserté les campagnes, les villages et les banlieues les moins accessibles ? Que nenni ! L'emploi public, par exemple, a non pas diminué mais augmenté sur les territoires périphériques, y compris et surtout en matière de santé. Dans les 7000 communes que l'Insee considère comme les plus reculées du pays, les emplois publics augmentent à un rythme 25% plus élevé que sur l'ensemble du territoire.

Au fil du livre, Laurent Davezies multiplie les analyses originales, comme les effets du recul de l'hypergamie féminine (fait pour la femme d'avoir un statut social inférieur à celui de son conjoint), phénomène puissant et méconnu agissant sur les inégalités sociales, au mérite d'autant plus grand que les statistiques récentes sur l'économie des régions sont pour le moins rudimentaires. Elles n'empêchent toutefois pas de conclure qu'on peut reprocher beaucoup de choses à l'Etat, mais non d'avoir renoncé à son rôle d'aménageur des territoires...

Emmanuel Lechypre



Laurent Davezies

Laurent Davezies est professeur au CNAM, titulaire de la chaire " Économie et développement des territoires ". Il a travaillé comme expert sur les mécanismes du développement territorial en France et dans le monde entier. Il a notamment publié, au Seuil, *La crise qui vient* (2012) et *Le Nouvel Égoïsme territorial. Le grand malaise des nations* (2015).

Article publié dans Les Echos le 5 mars 2021

C'est une légende des temps moderne. Du moins si l'on en croit Laurent Davezies. Celui d'une France fracturée, où seules comptent désormais les grandes métropoles au mépris d'une « France périphérique » abandonnée à son triste sort. Cette idée a fait florès et a même donné, un temps, son capital de sympathie au très protéiforme mouvement des « gilets jaunes ». Le problème est que la réalité est tout autre, démontre cet économiste, spécialiste reconnu du développement des territoires. En témoigne la réduction, et ce depuis des décennies, des disparités interrégionales en termes de revenu disponible brut par habitant. Mieux, si territoires abandonnés il y a, ce n'est nullement la faute de l'Etat, qui n'a jamais cessé de s'y investir, écrit l'auteur. Enfin, la métropolisation tant décriée par certains experts est en réalité la chance de ces territoires pour qui les grandes villes, en matière de transferts de revenus, représentent de vraies poules aux oeufs d'or. Un livre cinglant contre bien des idées reçues.

L'ETAT A TOUJOURS SOUTENU SES TERRITOIRES

Par Laurent Davezies. Editions du Seuil, coll. La République des idées, 103 pages, 11,80 euros.

Daniel Fortin

•



Le
Nouvel Égoïsme territorial, Le
grand malaise des nations



La
Crise qui vient. La nouvelle
fracture territoriale, la
nouvelle fracture territoriale



La
République et ses territoires,
La circulation invisible des
richesses